“ Vers une nouvelle définition de la frontière sino-tibétaine : la Conférence de Simla (1913-1914) et le projet de création de la province chinoise du Xikang ”

Fabienne Jagou

► To cite this version:

Fabienne Jagou. “ Vers une nouvelle définition de la frontière sino-tibétaine : la Conférence de Simla (1913-1914) et le projet de création de la province chinoise du Xikang ”. *Extrême-Orient Extrême-Occident*, 2006, 28 (28), pp.147-167. 10.3406/oroc.2006.1229 . hal-02557123

HAL Id: hal-02557123

<https://hal.science/hal-02557123>

Submitted on 28 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

Vers une nouvelle définition de la frontière sino-tibétaine : la
Conférence de Simla (1913-1914) et le projet de création de la
province chinoise du Xikang

Fabienne Jagou

摘要

\$\$££ (Fabienne Jagou)

*xftffim& 20 i&&@in@'&&mmmmM&mmmmmmn&mmmmzm ftmuiàm" w*EaM»e. &n%@ft@®mBmn&n&&MMmti us, mmfàM-mAAmm\$}m&, @iikm%.%@±m@&% 'É@ZM. m3-m4*mm&\$mfà!kmm*®&m&mMmft±.mMiÈ3:fèmm%, IfefcttiBW+iiittiK.

Résumé

Cet article analyse le processus du passage d'une tentative de démarcation du tracé de la frontière à la reconnaissance d'une « région frontière » qui marque la frontière entre la Chine et le Tibet dans son ensemble au début du XXe siècle. Les volontés britanniques et russes de préserver leurs sphères d'influence respectives en Asie firent du Tibet un espace convoité et il devint urgent de définir les limites de son territoire. L'échec des négociations de la Convention de Simla en 1913-1914 et l'établissement progressif de la province chinoise du Xikang sur une province tibétaine permettent d'exposer les différentes étapes qui menèrent la Chine à administrer une zone périphérique dans le but de se protéger de ses deux puissants voisins.

Abstract

Toward a New Definition of the Sino-Tibetan Border: the Simla Conference (1913- 1914) and the Xikang Province Project
This article analyses the process leading from an attempt to draw a border to the recognition of a « border zone » between China and Tibet at the beginning of the twentieth century. Tibet, located between the British and Russian spheres of influence in Asia, was highly coveted, and thus the need to define Tibetan territory borders became urgent. The failure of the Simla Conference in 1913-1914 and the gradual establishment of the Chinese province of Xikang over Tibetan territory demonstrate how China was able to control a 'border zone' in order to protect its center from two powerful neighbours.

Citer ce document / Cite this document :

Jagou Fabienne. Vers une nouvelle définition de la frontière sino-tibétaine : la Conférence de Simla (1913-1914) et le projet de création de la province chinoise du Xikang. In: Extrême-Orient, Extrême-Occident, 2006, n°28. Desseins de frontières. pp. 147-167.

doi : 10.3406/oroc.2006.1229

http://www.persee.fr/doc/oroc_0754-5010_2006_num_28_28_1229

Document généré le 28/09/2015

Vers une nouvelle définition de la frontière sino-tibétaine : la Conférence de Simla (1913-1914) et le projet de création de la province chinoise de Xikang

*Fabienne Jagou*¹

*We are dealing with unusual conditions in this strange border country between China and Tibet*².

Au début du xx^e siècle, la situation présente sur la frontière sino-tibétaine est complexe. Elle rappelle combien chercher à comprendre ce que recouvre le terme Tibet reste une gageure que de nombreux spécialistes ont tenté de relever³. On peut déjà dégager deux caractéristiques qui donnent à première vue une certaine unité au Tibet. La première correspond à la géographie physique du territoire tibétain caractérisé par un haut plateau bordé de chaînes de montagnes très élevées. La seconde est culturelle et est symbolisée par l'aire tibétaine himalayenne. Les limites de ces deux ensembles, qui ne coïncident pas, donnent malgré tout une cohésion au territoire tibétain et ont pu servir de supports à la fixation de la frontière. Cependant, la frontière discutée est toujours celle politique que l'on peut définir comme étant une limite déterminée par un traité signé entre deux États et qui est, en règle générale, reconnue par la communauté internationale : c'est la tentative de résolution de la Convention de Simla (1914). Cette limite ne prend pas systématiquement en compte l'appartenance ethnique ou l'unité culturelle des communautés qu'elle rassemble. Souvent, les tracés de frontières touchent des zones de marches où les contacts intellectuels, commerciaux, etc. entre les deux populations concernées ont toujours existé : c'est le cas de la province tibétaine du Kham.

Nous verrons d'abord que la démarcation du tracé de la frontière sino-tibétaine était difficile compte tenu des singularités de la zone dans laquelle elle devait être dessinée et de son importance stratégique à la fois pour Lhasa et pour Pékin. Cette zone, située à la périphérie à la fois du Tibet et de la Chine, constituait une aire de marches et de transition traversée par d'importantes routes commerciales. C'était à l'origine une région culturellement tibétaine où divers régimes politiques existaient concurremment à ceux mis en place par les gouvernements tibétain ou chinois en fonction des époques. Nous exposerons ensuite les

arguments des deux parties qui cherchèrent à faire reconnaître leur frontière commune sur la scène internationale. Divers événements eurent un impact considérable sur cette frontière : le raid britannique sur le Tibet survenu en 1904 à la suite des menaces russes sur ce même pays, la riposte militaire mandchoue sur les marches tibétaines afin de protéger la Chine des éventuelles avancées britannique et russe sur son territoire et lui assurer le contrôle des routes commerciales, et la résistance tibétaine rencontrée. De même, l'avènement de la République chinoise et sa volonté de garder l'héritage territorial des Qing et de rassembler dans une coexistence pacifique les cinq nationalités qui peuplent ce territoire (celles des Han, des Mongols, des Mandchous, des Ouighours et des Tibétains) étaient aussi à l'origine de diverses tentatives de résolution de la question frontalière sino-tibétaine.

Enfin, il conviendra d'analyser la façon dont les deux parties, et la Chine principalement, s'employèrent à exercer un contrôle étroit de la périphérie en cherchant non plus à tracer une frontière mais à administrer une zone périphérique dans le but de protéger leur centre respectif.

Cette dynamique frontalière sino-tibétaine, marquée par le passage d'une tentative de démarcation d'un tracé à la reconnaissance d'une « région frontière », est tout à fait spécifique et mérite amplement d'être exposée. En effet, en règle générale la dynamique frontalière standard observée par les géographes correspond au passage d'une région frontière à une frontière linéaire⁴. Or, on a l'inverse ici. On peut dès lors se demander si les négociations menées à Simla ont influencé le choix du gouvernement chinois d'édifier la province du Xikang en tant que « zone frontalière » plutôt que de tracer une frontière linéaire.

Une région convoitée dans un nouvel ordre international

Géographiquement, le Tibet est un haut plateau d'une altitude moyenne de 4000 mètres s'étendant du nord-ouest au sud-est cerné de sommets parmi les plus hauts du monde dont Fernand Grenard, membre de l'expédition Dutreuil de Rhins en 1897-1898, a décrit la rudesse :

Nos hommes, qu'effrayait ce désert infini de montagnes, étaient pris d'un désir ardent d'en sortir, de voir autre chose. À mesure qu'ils allaient, on les sentait plus impatients de savoir ce qui apparaîtrait derrière cette crête suprême, qui semblait fuir sans cesse devant eux, car, chaque sommet gravi, un autre se dressait en avant. Pourtant, à force d'avancer, voilà bien enfin la dernière montée ; quelques pas encore et l'on découvrirait de là-haut un horizon nouveau, un pays plus clément, plus humain, peut-être un fleuve sonore coulant dans de verts pâturages, avec, dans un coin, une spirale de fumée. Ils arrivent, ils regardent avidement, et la déception se peint naïvement sur leurs figures. Au loin, jusqu'à bien des journées de marche, la vue de toutes parts s'étendait sur un désert morne de vallées et de collines arides, borné de glaciers et de monts gigantesques, dont la sérénité imperturbable ressemblait à de l'insolence⁵.

Les chaînes de montagnes qui bordent le territoire tibétain sont l'Himalaya tout au long de la frontière sud, la chaîne du Ladakh et le Karakoram à l'extrême-ouest et les monts Kunlun au nord. À l'est, le Tibet est coupé des provinces chinoises du Yunnan et du Sichuan par des chaînes montagneuses orientées du nord au sud, dépassant parfois 7000 mètres, ravinées par trois des plus grands fleuves d'Asie : la Salouen, le Mékong, le Yangzi et son affluent le Yalong. Ces quatre gorges parallèles et profondément creusées donnent un relief caractéristique à la province tibétaine du Kham, dont l'est forme les marches sino-tibétaines qui s'étendent approximativement de Dartsédo, situé aux confins des territoires chinois, jusqu'à Batang en terre tibétaine. C'est cette région qui fut convoitée par le gouvernement tibétain de Lhasa, les princes khampas (à la tête de principautés autonomes) et le gouvernement chinois. À cette région s'ajoutent celle du Ngari à l'ouest, celle du Ü-Tsang au centre et celle de l'Amdo au nord-est.

La frontière culturelle du Tibet dépasse largement ses limites physiques et rassemble un certain nombre de pays de culture tibétaine. Au sud, elle comprend le Bhoutan, le Sikkim et le Népal. À l'ouest de l'Himalaya, elle s'étend jusqu'à Kulu, au Lahul et au Ladakh. Les vallées à l'est du Karakoram sont habitées par des Tibétains. Encore plus à l'est, le Chang-thang, le haut-plateau tibétain, rassemble des Tibétains et des Mongols.

La définition de la frontière politique diverge en fonction des points de vues chinois et tibétains qui prennent ou non en considération les territoires administrés ou non par les gouvernements de Lhasa ou de Pékin à une époque donnée.

La recherche d'une détermination de la frontière sino-tibétaine occupa les esprits durant toute la première moitié du ^{xx}e siècle, si bien que l'on commença alors à parler du problème tibétain (*Xizang wenti*). Au début du ^{xx}e siècle, le Tibet, affaibli par un système de régence successives⁶ et une défense quasi-inexistante⁷, se retrouva au cœur du « Grand Jeu » opposant les deux puissances britannique et russe. En l'absence de frontière commune, ces deux États cherchèrent à garder une zone tampon entre leur sphère d'influence respective. Le gouvernement britannique, présent en Inde depuis la fin du ^{xviii}e siècle, avait progressivement avancé vers les pays himalayens⁸. Les armées russes, à la fin du ^{xix}e siècle, avaient achevé la conquête d'un vaste territoire qui allait de la Caspienne au Turkmenistan et le Pamir et avançaient vers la Mongolie Extérieure et le Tibet. Pour les Britanniques et les Russes, le Tibet et sa position stratégique entre leurs deux grandes puissances devinrent un enjeu de premier ordre. Cet intérêt se manifesta par la signature de multiples traités à l'avantage de l'un ou l'autre des protagonistes et signés en fonction de leurs avancées respectives vers le Tibet.

L'empire russe, qui avait vu dans la convention de Lhasa (1904) l'établissement d'un protectorat britannique sur le Tibet, décida d'accroître l'étendue des territoires placés sous son contrôle. Défaites par les Japonais qui les obligèrent

d'abandonner une partie de la Mandchourie et de la Corée, en 1905, les armées russes cherchèrent alors à accroître leurs intérêts en Mongolie Extérieure et s'avancèrent dans l'aire bouddhique que les Anglais, après leur raid sur Lhasa, leur semblaient menacer par le Sud. La même année (1907), les empires britannique et russe tombaient d'accord pour reconnaître leurs sphères d'influence respectives et pour « respecter l'intégrité du Tibet ». Ils admettaient la suzeraineté de la Chine sur le Tibet et s'engageaient à ne pas entrer en négociation avec les autorités tibétaines sans avoir consulté au préalable le gouvernement chinois⁹.

Cependant, le sort du Tibet devint véritablement problématique lorsque la Chine s'en mêla par les armes avant de décider de faire reconnaître sur la scène internationale que le Tibet et plus particulièrement la région tibétaine du Kham, située à sa périphérie, constituaient une partie du territoire chinois. La volonté chinoise de maintenir la région tibétaine du Kham sous sa tutelle après ses incursions militaires du tout début du ^{xx} siècle trouvait son origine dans ce nouvel ordre international. En assurant la suzeraineté russe sur l'ex-Mongolie Extérieure, la Chine s'exposait aux avancées russes et devait se protéger d'un pays avec lequel elle partageait désormais plus de la moitié de ses frontières. Elle devait également garder la maîtrise des grandes routes et des villes commerciales du Kham convoitées par les Britanniques.

La reconnaissance de la suzeraineté chinoise sur le Tibet par les deux grandes puissances offrait aux Qing l'opportunité de restaurer leur contrôle sur le gouvernement tibétain tandis que le 13^e Dalai Lama se fixait comme devoir de définir le statut du Tibet sur la scène internationale et, par conséquent, de normaliser sa relation avec la Chine.

En 1913, les gouvernements britannique, tibétain et chinois envoyèrent des représentants à Simla pour tenter de résoudre le problème tibétain, définir son statut international et tracer la frontière sino-tibétaine. Si cette réunion eut l'avantage de mettre en évidence les exigences de chacune des parties, elle est restée inutile du point de vue pratique. La Chine refusa de parapher la version définitive de la Convention de Simla établie le 3 juillet 1914.

Cependant, la Chine avait cherché une autre solution dès le raid britannique sur le Tibet de 1904. Ainsi, les deux projets de créer une nouvelle province chinoise, la fameuse province du Xikang, sur les terres tibétaines du Kham, et de faire du Tibet central une province chinoise à part entière avaient pris forme dès les débuts de la République¹⁰. Ces projets avaient pour but de protéger la Chine d'éventuelles avancées britanniques vers le Tibet central et d'une possible progression russe vers les provinces de l'Amdo, puis du Kham, à partir de la Mongolie. Ce projet géopolitique ne fut toutefois pas sans provoquer des heurts militaires. À la suite des conquêtes de l'armée chinoise conduite par Zhao Erfeng (?-1912) qui mena ses soldats jusqu'à Lhasa, la partie du Tibet, située entre Dartsédo et Batang, fit en effet l'objet, durant toute la première moitié du ^{xx} siècle, d'une lutte sans merci entre le gouvernement républicain, les seigneurs

de la guerre locaux, les roitelets tibétains à la tête de principautés autonomes, sinon indépendantes, à la fois du Tibet central et de la Chine, et le gouvernement de Lhasa.

Ces différentes tentatives de définition du statut du Tibet eurent pour conséquence de modifier considérablement les limites du territoire tibétain à la fois sur les cartes dessinées lors de la Convention de Simla et sur celles qui montrent le tracé de la province du Xikang. Ces cartes révélèrent la complexité de l'organisation territoriale tibétaine et combien le tracé des frontières tibétaines variait suivant les perceptions et les aspirations de chacun des protagonistes. La complexité des frontières physiques du Tibet et plus particulièrement de la province tibétaine du Kham, invita à s'interroger sur la définition à donner à cette zone des marches, située entre le Tibet et la Chine, découpée en principautés, plus ou moins grandes, et administrées de multiples façons (carte 1). Ces marches formaient un territoire où la culture tibétaine était dominante. Leur organisation politique interne mêlait des principautés dirigées par des rois héréditaires laïcs, des fonctionnaires laïcs, des chefs religieux héréditaires ou des maîtres de lignées de réincarnation, sans compter les zones nomades faiblement contrôlées, voire totalement indépendantes. Cette structure se compliquait encore si l'on tenait compte des alliances locales. Beaucoup de princes laïcs étaient par exemple associés à des maîtres ou à des monastères. Les principautés de cette région, située entre les sphères d'influence géopolitiques chinoise et tibétaine, connurent également des modes de gouvernement transitoires : autonomes, indépendants, sous tutelle chinoise ou sous administration du gouvernement tibétain ¹¹.

La question de la définition de cette zone des marches n'était toujours pas résolue. Chacun des protagonistes tenta de définir la diversité territoriale et organisationnelle du Kham du point de vue des concepts frontaliers. Sir Henry McMahon (1862-1916), représentant britannique à Simla, proposa le concept de « zone frontière » ou de « région frontière ». D'après lui, la frontière est une grande étendue de terres qui sert d'État tampon entre deux États, et dont le tracé est soit clairement défini, soit marqué physiquement ¹². Pour les Chinois, le Tibet appartenait à la sphère politique chinoise. À ce titre, et bien que la présence chinoise tout autant que son influence à Lhasa ne fussent restées que nominales jusqu'en 1905 (à l'exception des quelques expéditions militaires), la frontière entre la Chine et le Tibet n'existait pas et seule une restructuration administrative pouvait être évoquée. Aux yeux des Chinois, la région tibétaine du Kham, tout comme le Tibet central, n'était alors en rien une frontière, dans le sens défini par McMahon, mais bien deux régions chinoises qui devaient être délimitées par des « frontières internes » (ou des limites administratives). Pour les Tibétains, le Kham était sans aucun doute une province tibétaine, et par conséquent, la frontière entre la Chine et le Tibet devait être tracée et le Kham devait être inclus dans le Tibet central et l'Amdo.

Au cours des différentes phases de négociations engagées à Simla, divers arguments furent avancés par les protagonistes pour parvenir à un éventuel accord¹³. Les Tibétains souhaitaient recouvrer un Tibet composé des trois provinces (Ü-Tsang, Amdo et Kham) avec une frontière sino-tibétaine allant de Dartsédo au Kham au nord du lac Kokonor en Amdo. Les Chinois revendiquèrent une frontière interne passant à l'ouest de Gyamda, incluant de la sorte tout l'Amdo et la majeure partie du Kham au territoire chinois. Les Britanniques proposèrent alors de diviser le Tibet en un Tibet Extérieur (Ü-Tsang) autonome et un Tibet Intérieur (Amdo et Kham) sous suzeraineté chinoise. Mais, les Tibétains et les Chinois rejetèrent cette proposition. Face à ce double refus, les Britanniques modifièrent leur projet en avril 1914, ne parlant alors que d'une suzeraineté chinoise dite « nominale » sur le Tibet extérieur et « effective » sur le Tibet intérieur. Cette version fut d'abord paraphée par les trois protagonistes, avant que le gouvernement chinois ne se rétracte. Finalement, seuls les Britanniques et les Tibétains la signèrent le 3 juillet 1914. Cependant, au-delà de l'acceptation ou non de cet accord, c'est surtout son déroulement et les arguments des différentes parties qui nous intéressent ici.

La démarcation du tracé de plusieurs frontières

L'argumentation historique est souvent avancée lors de revendications territoriales. Elle peut par exemple utiliser la présence d'un marqueur frontalier qui symboliserait l'antériorité d'une conquête et justifierait l'allocation du territoire. Cependant, on peut se demander si ces marqueurs ont la force d'une réelle démarcation frontalière, surtout s'ils ont été établis de façon unilatérale. Cette probabilité d'une frontière interne, par opposition à une frontière externe départageant les limites territoriales de deux États, conceptualise les limites d'une zone de marches reconnues de façon unilatérale par l'un ou l'autre des protagonistes. L'exemple des désaccords entre la Chine et le Tibet concernant l'existence et la prise en compte de piliers marquant leur frontière et la reconnaissance ou non des dernières conquêtes des Qing est, à cet égard, significatif.

Au début des négociations, chacun des belligérants tenta de récupérer le plus vaste territoire tibétain possible en usant d'une argumentation historique (carte 2). Le gouvernement chinois, qui n'avait jamais mené ses troupes aussi profondément sur le territoire tibétain (malgré la présence chinoise à Lhasa), revendiqua une large portion du territoire du Tibet. Il réclama que la frontière fût tracée à Gyamda et que toutes les villes localisées à l'est de cette ligne fassent parties du territoire chinois arguant que, depuis 1910, année de l'incursion des troupes de Zhao Erfeng jusqu'à Lhasa, la frontière se situait là, soit à moins de 350 kilomètres à l'est de la capitale tibétaine. Il prétendit qu'un accord entre les autorités tibétaines et Zhao Erfeng avait défini Gyamda comme poste frontalier entre la Chine et le Tibet¹⁴. Cette proposition incorporait la majeure partie des

provinces tibétaines du Kham et de l'Amdo ainsi qu'une partie non négligeable du Tibet central.

Les Tibétains prirent pour référence l'époque où la puissance tibétaine était à son apogée. Ils réclamèrent le territoire tibétain tel qu'il avait existé au temps de Trisong Detsen (742-797?), le roi tibétain qui avait mené ses troupes jusqu'à Xi'an en Chine au VIII^e siècle. Ils revendiquèrent donc la région qui s'étendait jusqu'à Dartsédo à l'est et qui incluait le Kokonor au nord-est. Ils refusèrent de prendre en compte les récentes conquêtes de Zhao Erfeng arguant qu'elles n'avaient fait l'objet d'aucune négociation et n'avaient pas donné lieu à la signature de traités¹⁵. En revanche, leur requête s'appuyait sur l'existence d'un pilier de pierre érigé à Merugang (au nord de Xining) qui servait à marquer la frontière. Le même pilier avait été érigé à Lhasa et à Pékin. D'après les Tibétains, l'existence de ce pilier, rédigé en chinois et en tibétain, était la seule preuve irréfutable de l'étendue du territoire tibétain.

Cependant, pour les Chinois, le texte de ce pilier n'était plus d'actualité puisqu'un deuxième avait été érigé en 1727, sous le règne de l'empereur Yongzheng (règne 1723-1735) des Qing, à la passe de Bumla, sur la chaîne de montagnes Ningjing, à l'est du fleuve Bleu entre Batang et Gyamda¹⁶. Cette inscription indiquait que la Chine se trouvait à l'est du pilier tandis que le Tibet était à l'ouest de celui-ci¹⁷. Les Tibétains ne reconnurent pas l'existence de ce pilier. De leur point de vue, il était fort possible que ce pilier délimitât les sphères d'influence entre le gouverneur de la province du Sichuan et l'agent impérial mandchou résidant au Tibet plutôt qu'une frontière nationale¹⁸. Cherchant à savoir si la Chine avait bien mené une guerre et conquis les territoires situés à l'est de Batang pour finalement les obtenir grâce à un traité formel, ils réclamèrent aux autorités chinoises des documents officiels prouvant que le Dalai Lama avait cédé cette partie du Tibet à la Chine¹⁹.

En résumé, le Tibet revendiquait un pays composé de ses quatre régions (Ngari, Ü-Tsang, Kham et Amdo) arguant du traité signé entre le Tibet et la Chine au temps de Trisong Detsen, tandis que la Chine voulait exercer sa souveraineté sur les territoires tibétains de Dartsédo à Gyamda compte tenu des récentes incursions militaires des armées de Zhao Erfeng.

Nul n'avait songé à convier un des chefs Khampas à ces négociations, si bien que l'avis des Khampas de cette époque sur la question reste inconnu. Quelques témoignages d'Occidentaux présents au début du siècle au Kham apportent certains éclaircissements et tendent à soutenir la thèse selon laquelle la frontière entre la Chine et le Tibet aurait été marquée par la chaîne de montagnes Ningjing, à l'ouest de Batang. Eric Teichman, agent consulaire britannique en poste à Dartsédo pendant les années 1911-1918, confirme l'existence d'une délimitation du tracé de la frontière sur la chaîne de montagnes Ningjing. Il précise que cet arrangement perdura pendant deux siècles jusqu'à ce que les Chinois répliquent au raid britannique de 1904 en expédiant les troupes de Zhao Erfeng jusqu'à Lhasa²⁰.

Ces délibérations amenèrent McMahon à proposer un découpage du Tibet en deux régions distinctes en plaçant la frontière entre le Yangzi et le Mekong précisément le long de la chaîne de montagnes Ningjing. Le Tibet Intérieur, qui aurait été sous souveraineté chinoise et le Tibet Extérieur, qui aurait été autonome. Le Tibet Intérieur aurait été limitrophe des provinces chinoises du Sichuan, du Yunnan, du Gansu et du Xinjiang. Il aurait pu être considéré comme un état tampon par la Chine. Les Chinois auraient été autorisés à maintenir un certain degré de contrôle sur ces territoires à condition de respecter l'entité géographique et politique du Tibet. Le Tibet Extérieur aurait été autonome et dirigé par le gouvernement tibétain de Lhasa. Les Chinois n'auraient pas pu y imposer une présence militaire, administrative ou coloniale. Le droit suzerain de la Chine sur le Tibet aurait été reconnu à condition qu'il ne s'exerçât au Tibet Extérieur que par la présence d'un fonctionnaire chinois à Lhasa avec une escorte personnelle de 300 personnes à la place de l'agent mandchou résidant au Tibet (qui avait une garde militaire illimitée) et des Chinois stationnés aux postes commerciaux²¹. Cette solution aurait offert des avantages non négligeables aux Britanniques qui dès lors auraient pu négocier directement avec le gouvernement de Lhasa en cas de besoin et poursuivre leurs activités commerciales avec le Tibet.

Cette solution faisait appel à une réalité géographique et politique que des observateurs occidentaux définirent également plus tard. Hugh Richardson (1905-2000), agent britannique en poste à Lhasa dans les années 1940, reconnut l'existence d'«un Tibet politique» (Ü-Tsang), que le gouvernement de Lhasa aurait gouverné sans interruption depuis les temps les plus anciens, et «un Tibet ethnographique» (Amdo et Kham), peuplé d'habitants de race tibétaine mais que le gouvernement de Lhasa n'avait contrôlé qu'épisodiquement et rarement dans son ensemble²². En 1913-1914, Chinois et Tibétains, tout en continuant à délimiter leur frontière avec l'aide de la médiation britannique, savaient que la question du contrôle politique et administratif des différentes principautés du Kham était d'importance²³.

Le contrôle administratif sur la région tibétaine du Kham

À la définition de McMahon citée plus haut, Kristof ajoute que la frontière est une zone où le contrôle exercé par l'État central est limité²⁴. C'était le cas du Kham où le pouvoir du gouvernement de Lhasa s'était exercé sporadiquement et où la Chine détenait un pouvoir nominal à partir du début du XVIII^e siècle par l'intermédiaire du système des *tusi* (chefs locaux héréditaires incorporés dans le système administratif chinois). C'est seulement à partir du début du XX^e siècle que la Chine renforça son contrôle sur cette région. Elle redistribua alors la carte administrative du Kham et posa les bases de l'édification de la future province du Xikang.

Contrairement au Tibet central qui était divisé en districts (*rdzong*) ayant chacun à leur tête un chef de district (*rdzong-dpon*) nommé par le gouvernement de Lhasa, la région tibétaine du Kham était composée d'États dirigés par des chefs héréditaires. Après avoir reçu le territoire du Tibet des mains du Guśri Khan (1582-1656), mongol Koshot venu mettre fin à la guerre civile tibétaine, le 5^e Dalai Lama (1617-1682) avait envoyé des fonctionnaires procéder au recensement de la population et au décompte des monastères du Kham²⁵. Il avait alors transformé certains chefs locaux en chefs héréditaires (*sde-ba*), tandis que ceux de quelques principautés (Batang, Litang ou Dartsédo) restaient des fonctionnaires nommés par Lhasa qui devinrent des chefs héréditaires par la force des événements. Ces chefs locaux avaient pour obligation de percevoir les impôts et de rendre la justice. Ils devaient également fournir la corvée au passage d'un fonctionnaire du gouvernement de Lhasa²⁶.

À la fin du XIX^e siècle, ces chefs héréditaires étaient devenus des rois à la tête de principautés autonomes. L'histoire bien connue de la principauté du Nyarong révèle les particularités de ces royaumes indépendants à la fois de Lhasa et de Pékin qui cherchaient aussi à s'attacher la protection des uns et des autres en fonction des circonstances. On comprendra alors plus aisément les raisons pour lesquelles cette principauté était réclamée par les deux parties pendant les négociations de la Convention de Simla.

En 1860, Gompo Namgyal, chef du Nyarong, attaqua et occupa diverses principautés voisines de ses États. Les assiégés, les chefs de Dergé et ceux des principautés Hor²⁷ firent appel aux autorités de Lhasa et à celles de Pékin pour qu'elles les aident à expulser les troupes de Gompo Namgyal et gardent ce chef sous leur contrôle. Les armées Qing, occupées sur d'autres fronts, ne purent venir en aide aux assiégés. En revanche, le gouvernement tibétain envoya des troupes qui, après deux années de combats, finirent par bouter celles du Nyarong hors des territoires de Dergé et des États Hor. Ces principautés tombèrent alors sous la juridiction du gouvernement de Lhasa (qui y nomma un fonctionnaire) sans que les Qing ne réagissent. En 1895, le chef de Nyarong se rebella contre l'autorité de Lhasa et réclama l'aide de la Chine. Cette fois, les Qing envoyèrent des armées qui amenèrent le Nyarong sous leur protection. Cependant, à la suite des protestations tibétaines, les Qing remirent le Nyarong sous le contrôle de Lhasa²⁸.

À lire les sources chinoises modernes et contemporaines, il est difficile de déterminer le début de l'établissement du système des *tusi* (le titre de *tusi* désignait communément les fonctionnaires autochtones) au Kham²⁹. Ainsi, les généalogies de *tusi* remontent presque systématiquement à l'époque de la dynastie mongole des Yuan (1277-1367). Cependant, pour les uns, c'est l'empereur Kangxi (règne 1662-1723) qui établit les bases de la future administration manchoue du Kham et qui confirma les chefs locaux tibétains en représentants de l'empire mandchou dès la première expédition militaire au Tibet en 1720³⁰. Pour d'autres, il semble que ce soit seulement après les conquêtes de Yongzheng en 1727 et

l'édification du pilier marquant la frontière entre le Tibet et le Kham aux Monts Ningjing que l'administration mandchoue devint plus effective au Kham³¹. Par exemple, le Mingzheng *tusi* (le roi de Chala dont la capitale était Dartsédo) aurait reçu le titre de Commissaire chargé de la pacification (*xuanwei shi*) sous la dynastie des Yuan³². Il aurait alors eu sous ses ordres trois vice-commissaires chargés de la pacification (*anfusi*)³³. Sous les Ming (1368-1644), le Mingzheng *tusi* aurait reçu l'ordre d'administrer la région de Ningyuan, toujours sous le titre de Commissaire chargé de la pacification. Sous les Qing (1644-1911), le Mingzheng *tusi* eut à contrôler treize domaines (*zhuang*), un village de mille familles (*tu qian hu*), quarante-huit villages de cent familles (*tu bai hu*) qui, chacun, était pourvu d'un chef conformément au système hiérarchique des *tusi*. Ainsi et pendant trois siècles et plus de dix générations, le Mingzheng *tusi* aurait administré cette région.

Les rois des principautés (*rgyal-po*) et les chefs locaux tibétains furent incorporés dans le système administratif mandchou. Ils devinrent des *grands* ou des *petits tusi* sans que cette distinction fasse référence à leur statut tibétain. Par exemple, les rois de Chala et de Dergé devinrent des *grands tusi* de même que les chefs de Batang et de Litang³⁴. De la sorte, les rois et chefs tibétains gardèrent leur position tibétaine héréditaire et devinrent en même temps des représentants de l'empire des Qing. Leurs devoirs consistaient à collecter des taxes et à contrôler le commerce³⁵. Chacun d'eux reçut un sceau d'investiture et devait théoriquement envoyer un tribut à Pékin tous les trois ans³⁶.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la présence de fonctionnaires et de soldats mandchous avait pour but d'aider à l'acheminement des vivres et des soldes des hommes d'armes et des représentants du gouvernement Qing en poste au Tibet. Il ne semble pas cependant que ces fonctionnaires mandchous aient exercé une quelconque autorité sur les chefs locaux comme le montre l'exemple suivant. À l'époque des Qing, Litang était administré par des Tibétains : en l'espèce un commissaire et un vice-commissaire chargés de la pacification. En outre, un responsable des céréales nommé par les autorités du Sichuan, deux gardes, ainsi que des militaires de la garnison du Sichuan assuraient le transport des marchandises et des soldes jusqu'au Tibet. Ces civils et ces militaires mandchous étaient nommés pour une durée de trois ans. Cependant, lorsque les armées de Zhao Erfeng arrivèrent en 1904 pour mettre fin au conflit de Batang, le chef tibétain refusa de remettre à l'armée mandchoue le *u'lag*³⁷ qu'elle s'attendait à recevoir et elle ne put pas avancer faute de vivres. Zhao Erfeng adopta alors une méthode radicale : il fit saisir et emprisonner les deux chefs tibétains³⁸. Il put de la sorte percevoir l'aide qui lui était nécessaire de la part des habitants de Litang³⁹. On ne sait pas ce qu'il advint des fonctionnaires mandchous qui étaient stationnés à Litang avant l'arrivée de Zhao Erfeng. On peut, en revanche, conclure qu'ils étaient inutiles.

Cette situation changea après que les Britanniques avancèrent jusqu'à Lhasa en 1904. Si jusqu'à présent, on ne savait pas très bien qui gouvernait cette région tibétaine prétendument soumise à l'autorité mandchoue (à son agent résidant à Lhasa, au gouverneur du Sichuan ou directement à Pékin⁴⁰?), la création de plusieurs nouveaux postes – celui d'agent mandchou résidant au Tibet (*zhu Zang bangban dachen*, en réalité à Chamdo⁴¹), puis celui d'émissaire responsable des affaires frontalières (*bianwu dachen*)⁴² – allait radicalement modifier la donne. Le Kham allait désormais se trouver sous l'autorité directe de la Chine, déterminée à faire de cette région tibétaine une zone tampon entre elle et les empires britannique et russe. Cette région, jusqu'alors reconnue comme étant celle du Kang, devint « la région spéciale à la frontière du Sichuan » (*Chuan bian tebie qu*) à ce moment-là. Cependant, les choses n'allèrent pas de soi et la résistance des Khampas fut à la hauteur de leur volonté d'indépendance.

Les Tibétains commencèrent par refuser les mesures radicales mises en place par Feng Quan (?-1905) à Batang, nommé au poste de vice-agent mandchou résidant au Tibet en 1904⁴³. Feng Quan accomplit sa mission sans concession : elle consistait à amoindrir progressivement le pouvoir des chefs locaux et à amener cette région tibétaine sous le contrôle du gouvernement mandchou. Il finit par être mis à mort par les Tibétains⁴⁴. Une expédition punitive fut alors menée par Zhao Erfeng contre la ville de Batang⁴⁵.

Après ses conquêtes, Zhao Erfeng devint en 1906 le premier émissaire responsable des affaires frontalières pour le Sichuan et le Yunnan (*duban Chuan Dian bianwu dachen*). Les deux années qui suivirent, tout en gardant ses fonctions d'émissaire responsable des frontières qu'il conserva jusqu'en 1909, il devint tour à tour gouverneur général par intérim du Sichuan, puis haut fonctionnaire du Tibet. Entre temps, en 1908, son frère, Zhao Erxun (dates inconnues), fut nommé gouverneur général du Sichuan. Même si les fonctions de Zhao Erfeng, telles qu'elles sont décrites par Fu Songmu, semblent avant tout d'ordre pratique (elles consistaient à faire défricher les terres par les troupes en garnison aux frontières et à entraîner les soldats (*chunken lianbing*)⁴⁶, sa nomination et son rôle révèlent l'importance stratégique des marches sino-tibétaines pour la protection de l'empire des Qing. En quatre ans, Zhao Erfeng réaménagea le territoire de la région tibétaine du Kham pour l'intégrer dans les limites territoriales de l'empire. Il transforma les domaines des principautés du Kham en districts (*xian*) ou en préfectures (*fu*)⁴⁷. À ce travail de reprise en main de la province du Kham, Zhao Erfeng ajouta quarante-trois mesures politiques concernant l'abolition des chefs locaux et la nomination de fonctionnaires révocables (*gaitu guiliu zhangcheng*), mesures spécialement destinées à Batang et à Litang. Sur ces quarante-trois mesures, treize concernaient l'application du droit pénal, six étaient relatives à la réorganisation du système de la levée des impôts, quatre s'intéressaient aux moines et à leurs biens. Les autres reprenaient les fonctions de Zhao Erfeng telles que définies dans son ordre de mission d'émissaire responsable des affaires

frontalières, c'est-à-dire l'entraînement des soldats et le défrichement des terres. À ces mesures, s'ajoutaient le remplacement des chefs locaux, l'ouverture de mines, le développement du commerce et la fondation d'écoles⁴⁸. Toutes préparaient la création de la province du Xikang⁴⁹.

La lecture des sources chinoises donne l'impression d'un système efficace et d'une zone des marches désormais contrôlée par l'administration chinoise. Une région frontière placée sous l'autorité chinoise devrait donc bel et bien exister avant même que les négociations de Simla n'aient été entreprises et que le gouvernement des Qing n'ait pris la mesure des spécificités de la région.

Or, le témoignage de Louis King (dates inconnues), consul britannique à Dartsédo, contredit cette théorie chinoise de contrôle renforcé de l'administration du Kham. Le 5 novembre 1913, il assurait que les devoirs de l'émissaire responsable des frontières consistaient principalement à s'occuper du transport des marchandises de l'agent mandchou résidant au Tibet et des soldats stationnés à Lhasa, à envoyer des dépêches et à faciliter le voyage des fonctionnaires en déplacement. Louis King précisait que cet émissaire n'était absolument pas concerné par l'administration du pays. Les rois et chefs locaux administraient leurs propres affaires et devaient fournir la corvée de transport au commissaire. De la sorte, la Chine leur offrait une indépendance sous une souveraineté nominale et les rois et chefs tibétains s'assuraient une complète autonomie et une protection contre toute interférence du gouvernement de Lhasa. Louis King poursuivait en précisant que les réformes entreprises par Zhao Erfeng n'altéraient en rien l'administration du Kham à l'exception des impôts qui étaient désormais payés aux fonctionnaires chinois plutôt qu'aux chefs tibétains. Les natifs étaient satisfaits que ces changements ne modifient pas leurs droits et les magistrats tentèrent d'exercer leur autorité avec tact et d'éviter toute ingérence avec les autochtones. Les différentes réformes initiées par Zhao Erfeng tombèrent très vite en désuétude. Les écoles ouvertes furent fréquentées par les Chinois. Les lois chinoises interdisant la polyandrie et autres coutumes locales furent ignorées. Les Tibétains n'adoptèrent ni le calendrier chinois ni les toponymes chinois. Ils refusèrent aussi de choisir des noms chinois⁵⁰.

En outre, ce jeu de chaises musicales au pouvoir favorisa le sentiment d'indépendance des princes, rois ou chefs locaux tibétains.

Quoique le nom de l'empereur ait conservé dans ces contrées un très grand prestige moral, et que les chefs indigènes préférèrent la suzeraineté douce et presque insensible de Pékin à la domination plus dure et plus impérieuse de Lhasa, cependant les efforts qu'ont faits les Chinois pour restreindre la juridiction du Debajong (chef local) n'ont pas été dénués d'inconvénients pour eux-mêmes. Ils ont attisé les sentiments d'indépendance des princes voisins de leur frontière, les ont excités à la révolte contre Lhasa afin de les rattacher à leur autorité directe ; mais ces princes n'avaient pas rejeté un joug pour passer docilement sous un autre et les Chinois sentirent la difficulté de soumettre à leur loi ceux dont ils avaient encouragé l'indiscipline. Les chefs indigènes

réduisirent leurs obligations au minimum, quelques-uns même se refusèrent à tout acte de soumission. Le prince de Dergé n'admet pas de marchands chinois à résider sur son territoire et ne les laisse passer sur la grande route que moyennant finance. Les Chinois ne sont sérieusement installés qu'à Dajianlu (Dartsédo), ils n'ont, en 1904, sur la route de Jyekundo que trois petits postes d'une vingtaine d'hommes dont le plus reculé et le plus considérable est celui de Hor Kang-sar. Dans toutes les principautés du Tibet oriental les lamas ou bien sont les maîtres nominaux et réels ou bien sont complètement indépendants du pouvoir civil et exercent sur lui une influence considérable. Le roi de Dajianlu (Dartsédo) est le seul qui ait autorité sur le clergé de ses états, aussi est-il entouré aux yeux des Tibétains d'une majesté redoutable et profonde⁵¹.

La fin de la dynastie des Qing et l'exécution de Zhao Erfeng mirent fin à ces mesures. Fu Songmu succéda à Zhao Erfeng au poste d'émissaire responsable des frontières et proposa la création de la province du Xikang alors qu'au même moment les principautés du Kham, profitant du chaos, récupéraient leur autonomie. Pour mettre fin à cette situation d'anarchie, les Britanniques proposèrent une réunion tripartite rassemblant les Chinois, les Tibétains et les Britanniques : il s'agissait des négociations préparatoires à l'établissement de la Convention de Simla. Négociations qui allaient contribuer à l'édification de la province du Xikang en tant que « zone frontière », car elles allaient mettre en évidence les spécificités et le morcellement de cette région dont certaines vallées avaient su rester autonomes ou indépendantes et de Lhasa et de Pékin en fonction des époques.

À la suite de l'échec de la réunion de Simla, chacun des protagonistes chercha à contrôler véritablement la région tibétaine du Kham. Le gouvernement de Lhasa créa de nouveaux postes de gouverneurs civils et militaires qu'il plaça dans chacune des villes frontalières (au sud-est : à Chamdo en 1913, à Dergé en 1914 et au Hor en 1916 ; au sud : à Gromo et au Loka en 1917). La Chine développa son projet de création de province du Xikang. Si, à l'origine, les frontières de cette province devaient s'étendre de l'est du Sichuan aux rives du Yangzi, en 1913 elles englobaient l'ensemble de la région tibétaine du Kham et les régions de Dza'ul et de Pomé, proche du centre du Tibet, passant alors à Gyamda. Le projet final, cependant, reprit le cours du Yangzi comme frontière. En mars 1928, le Xikang devint une région spéciale (*te qu*), en août de la même année, il prit le statut de province (*sheng*) sans gouvernement. En 1939, le gouvernement provincial du Xikang fut mis en place. Liu Wenhui était l'artisan de cette édification. Cependant, la création de cette province resta un vœu pieux de la République de Chine et, après sa dissolution en 1955 par le gouvernement de la République populaire de Chine, les royaumes tibétains du Kham furent découpés en districts pour être incorporés dans les provinces chinoises du Sichuan et du Yunnan. Depuis 1955, la limite administrative entre la Chine et le Tibet central, devenue région autonome chinoise (en 1965), telle qu'elle est tracée sur les cartes chinoises, est celle des monts Qingling, précisément là où Yongzheng l'avait dessinée en 1727.

Conclusion

L'entrée sur la scène chinoise des puissances occidentales à une période de transition marquée par le passage du statut d'empire à celui de nation, posa la question de l'étendue et de la protection du territoire national. L'exemple des tentatives de prise de contrôle de la frontière sino-tibétaine au début du ^{xx}^e siècle par la Chine montre que le gouvernement républicain chinois refusait une démarcation du tracé de sa frontière avec le Tibet. Cependant, il fut obligé de composer avec les forces en présence. De la sorte, il a indirectement reconnu le statut singulier du Tibet, et surtout de la région tibétaine du Kham, mis en évidence par les négociations de Simla. Il admettait donc l'existence d'une « région frontière » de culture tibétaine où un régime particulier s'appliquait, mais refusait au Tibet le statut d'État tampon entre son empire, l'Inde britannique et le monde russe, et persistait dans sa volonté d'imposer sa souveraineté sur celui-ci. Face à cette attitude chinoise, le Tibet central campa sur ses positions et put rester indépendant au moins jusqu'en 1951, tandis que le Kham devenait une « région frontière » sino-tibétaine.

NOTES

1. Je remercie très sincèrement Paola Calanca, Karine Chemla, Sébastien Colin et Vim van Spengen pour leurs conseils et suggestions avisés.
2. IOR, L/PS/11/80, Tibet conference. Memorandum regarding progress of negotiations from 6th October to 20th November 1913, 6.
3. Les travaux d'Alastair Lamb (1964, 1966, 1989) restent pionniers dans ce domaine. Plus récemment, Melvyn Goldstein (1994) proposa une définition des frontières et des limites administratives tibétaines, tandis que Carole McGranahan (2003) revoyait les termes de la Convention de Simla au regard des ambitions coloniales britanniques.
4. Communication personnelle de Sébastien Colin.
5. Grenard F., *Le Tibet, le pays et les habitants*, p. 46-47.
6. De 1806 à 1876 (année de naissance du 13^e Dalai Lama), quatre Dalai Lamas se succédèrent, dont aucun ne dépassa l'âge de la majorité.
7. Le Tibet essuya une lourde défaite contre les Gurkhas au milieu du ^{xix}^e siècle.
8. Les Britanniques avaient étendu leur protectorat sur le Népal en 1816, sur le Cachemire et le Ladakh en 1846, sur le Sikkim en 1861 et sur le Bhoutan en 1865.
9. Deux conventions avaient déjà été signées entre la Chine et l'Angleterre sans la participation des Tibétains : la convention de 1886 traçait la frontière entre le Tibet et la Birmanie, et celle de 1890 fixait la frontière entre le Tibet et le Sikkim et ouvrait un marché à Gromo en territoire tibétain. Par la convention de Lhasa, signée en 1904, les Tibétains ratifièrent les deux traités conclus entre la Chine et l'Angleterre en 1886 et 1890 et furent contraints d'ouvrir deux nouveaux marchés, l'un à Gyaltse dans la province du Tsang, l'autre à Gartog, dans la province du Ngari (en plus de celui de Gromo). De plus, ils s'engagèrent à ne plus négocier avec des pays tiers sans l'accord de l'Angleterre et à lui payer une indemnité de guerre.

10. Déclaration de Yuan Shikai (1859-1916), président de la République de Chine, 21 avril 1912.
11. Samuel G., *Civilized Shamans : Buddhism in Tibetan societies*, p. 64-86.
12. Discours de Sir Henry McMahon prononcé en 1935 à la Royal Society of Arts, cité par Lamb A., *The China-India Border. The origins of the disputed boundaries*, p. 14.
13. Quatre phases de négociations eurent lieu : du 6 octobre au 20 novembre 1913 ; du 21 novembre au 24 décembre 1913 ; du 25 décembre 1913 au 30 avril 1914 ; du 1^{er} mai au 1^{er} juillet 1914.
14. *Dossier d'archives des traités négociés avec le Tibet (Xizang yiyue'an)*, février 1914, p. 57.
15. Stein R., « Les serments des traités sino-tibétains 8^e-9^e siècles », p. 119-138.
16. IOR, L/PS/11/80, *Enclosure 1 to Sir Henry McMahon's final memorandum on the Tibet Conference. Memorandum regarding progress of negotiations from 6th October to 20th November 1913*, p. 5. Ce pilier fut érigé après que les troupes mandchoues avancèrent vers Lhasa pour aider Pholhanas (1689-1747, il dirigea le Tibet de 1728 à 1747) à mettre fin à la guerre civile tibétaine.
17. *Dossier d'archives des traités négociés avec le Tibet*, février 1914, 59. Ce pilier a été photographié par Teichman E., *Travels of a Consular Official in Eastern Tibet : Together with a History of the Relations Between China, Tibet and India*, p. 135.
18. En 1720, les Mandchous réorganisèrent l'administration tibétaine et créèrent le poste d'agent résidant au Tibet. Le rôle de ces agents mandchous devait s'accroître en 1792 après que les armées des Qing eurent aidé les Tibétains à repousser les Gurkhas du Tibet, il allait cependant décliner après cette date pour devenir purement nominal à la fin des Qing.
19. *Dossier d'archives des traités négociés avec le Tibet*, février 1914, p. 63.
20. Teichman E., p. 2.
21. IOR, L/PS/11/80, Tibet conference. Final Memorandum, 9 juillet 1914, p. 6.
22. Richardson H., *Tibet and its History*, p. 1-2.
23. Un accord est signé à Chamdo le 19 août 1918 auquel un amendement est ajouté à Rongbatsa le 10 Octobre 1918. Cependant, le gouvernement chinois ne reconnaîtra pas ces accords.
24. Kristof L., « The Nature of Frontiers and Boundaries », p. 270-271.
25. Ces fonctionnaires établirent ainsi 56 registres en tout.
26. *Dossier d'archives des traités négociés avec le Tibet*, février 1914, 62.
27. Les cinq principautés Hor sont Kangsar, Mazur, Beri, Drango et Dre'o. Les territoires de ces cinq royaumes nichés dans la vallée de Kandzé, sur le cours supérieur du Yalong, n'étaient pas formellement délimités par une frontière, mais par la zone d'influence de clans ou de villages dominants.
28. Teichman E., p. 5 ; Thar T., « Nag-ron Mgon-po nam-rgyal : A 19th Century Khams-pa Warrior ».
29. Par exemple, Li Yiren, *Aperçu général de la province du Xikang zong lan ; Gong Yin, Zhongguo tusi zhidu*.
30. Anonyme, *Qing dai dui da xiao Jinchuan ji Xikang Qinghui yong bing jiyai*, p. 127.
31. Par exemple, Li Yiren, p. 121.
32. De la dynastie des Yuan à celle des Qing, ce titre était l'un des plus prestigieux remis aux chefs héréditaires aborigènes du Sud-Ouest de la Chine. Les Commissaires

- chargés de la pacification des frontières avaient le rang 3b. Boorman H., *Biographical Dictionary of Republican China*, entrée 2682.
33. Les vice-commissaires chargés de la pacification des frontières étaient de rang 5b. Cf. Boorman H., entrée 17.
 34. Li Yiren, p. 121.
 35. Il n'est pas certain que les *tusi* recevaient un salaire.
 36. Li Yiren, p. 120.
 37. Il s'agit de la corvée. Les contribuables tibétains devaient s'acquitter d'impôts et de corvées.
 38. L'un d'eux mourut tandis que l'autre réussissait à s'échapper et se réfugiait à Lhasa.
 39. Fu Songmu, *Xikang jiansheng ji*, p. 14-15. Sur l'absence de contrôle chinois sur les territoires tibétains, voir aussi Teichman E., p. 8.
 40. L'autorité de l'agent mandchou résidant au Tibet s'étendait théoriquement jusqu'à Dartsédo, la ville considérée comme marquant la frontière entre le Sichuan et le Tibet. Mais, il semble que les gouverneurs-généraux du Sichuan (*Chuan du*) aient exercé leur pouvoir sur les marches sino-tibétaines plus concrètement. Ils y menèrent des campagnes et proposèrent des politiques d'administration de ces régions, qui furent plus ou moins bien reçues par les empereurs Qing. Lu Chuanlin (1836-1910), gouverneur général du Sichuan de 1895 à 1903, proposa une réforme de l'administration de Nyarong après qu'il eut mis fin aux combats qui y faisaient rage. Son projet rencontra l'opposition du gouvernement de Lhasa et les Qing préférèrent y renoncer. Par ailleurs, c'est Xi Liang (1853-1917), le gouverneur général du Sichuan de 1903 à 1907, qui envoya Ma Weiqi (?-1910), le commandant en chef et Zhao Erfeng, le commandant en second de l'armée stationnée au Sichuan, mater les troubles à Batang. Le Grand conseil décidait en dernier ressort de la politique à tenir vis-à-vis du Tibet jusqu'à la fin de la dynastie des Qing.
 41. Bien que portant un titre indiquant qu'il résidait au Tibet, Feng Quan devait exercer ses fonctions à Chamdo.
 42. Le premier émissaire responsable des affaires frontalières fut nommé au Guangxi en 1903.
 43. Feng Quan exerça ses fonctions du 21 mai 1904 au 5 avril 1905.
 44. Les soldats mandchous et les prêtres catholiques furent tués et l'église rasée par les Tibétains. Fu Songmu, *Notes à propos de la création de la province du Xikang*, p. 12; Sperling E., «The Chinese Venture in K'am, 1904-1911 and the role of Chao Erh-feng», p. 14-15.
 45. Coleman W., «The Uprising at Batang: Khams and its Significance in Chinese and Tibetan History», p. 31-56.
 46. Fu Songmu, p. 8.
 47. Zhao Erfeng reprenait de la sorte le projet proposé par Lu Chuanlin, gouverneur général du Sichuan de 1895 à 1903, après sa victoire sur le Nyarong en 1896 et qui avait été rejeté par l'empereur Guangxu (règne 1875-1908).
 48. Sperling E., p. 19.
 49. Wu Fengpei (éd.), *Zhao Erfeng Chuan bian zoudu*, p. 190-197.
 50. Louis King, consul à Dartsédo, rapport du 5 novembre 1913 reproduit dans Mehra P., *The North-Eastern Frontier. A Documentary Study of the Internecine Rivalry between India, Tibet and China*, p. 182 et 185.

51. Grenard F., p. 370-371 et 374.

BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme, *Qing dai dui da xiao Jinchuan ji Xikang Qinghai yong bing jiyao* (Brève chronique des campagnes militaires menées par les Qing au Grand et au Petit Jinchuan, au Xikang et au Qinghai). Manuscrit non daté.
- AZIZ Barbara, KAPSTEIN Matthew (éd.), *Soundings in Tibetan Civilization*, Manohar, New Delhi, 1985.
- BOORMAN Howard, *Biographical Dictionary of Republican China*, Columbia University Press, New York, 1967.
- COLEMAN William, «The Uprising at Batang: Khams and its Significance in Chinese and Tibetan History», dans Epstein Lawrence, *Khams pa Histories, visions of people, place and authority*, Brill, Leiden, 2002, p. 31-56.
- EPSTEIN Lawrence, *Khams pa Histories, visions of people, place and authority*, Brill, Leiden, 2002.
- FU Songmu, *Xikang jiansheng ji* (Notes à propos de la création de la province du Xikang), Zhonghua yinshua gongsi, Nanjing, 1932.
- GOLDSTEIN Melvyn, «Change, Conflict and Continuity among a Community of Nomadic Pastoralists», dans Barnett Robbie et Akiner Shirin, *Resistance and Reform in Tibet*, Hurst et Cie, Londres, 1994, p. 76-111.
- GONG Yin, *Zhongguo tusi zhidu* (Le système des tusi en Chine), Yunnan minzu chubanshe, Kunming, 1992.
- GRENARD Francis, *Le Tibet, le pays et les habitants*, Armand Colin, Paris, 1904, p. 46-47.
- KRISTOF L., «The Nature of Frontiers and Boundaries», *Annals of the Association of American Geographers*. 49, 1959, cité par Van Spengen Wim, «Frontier History of Southern Kham: Banditry and War in the Multi-ethnic Fringe Lands of Chatring, Mili, and Gyethang, 1890-1940», dans Epstein Lawrence, *Khams pa Histories, visions of people, place and authority*, Brill, Leiden, 2002, p. 7-30.
- LAMB Alastair, *The China-India Border, The origins of the disputed boundaries*, Oxford University Press, Londres, 1964.
- LAMB Alastair, *The McMahon Line, A Study in the relations between India, China and Tibet*, Kegan Paul, Londres, Routledge, 1966.
- LAMB Alastair, *Tibet, China and India, 1914-1950*, Roxford Books, Hertingfordbury, 1989.
- LI Yiren, *Xikang zong lan* (Aperçu général de la province du Xikang), Zhengzhong shuju, 1941.
- MCGRANAHAN Carole, «Empire and the status of Tibet: British, Chinese and Tibetan Negotiations, 1913-1934», dans McKay Alex (éd.), *The History of Tibet*, Curzon, Londres, 2003, p. 267-295.
- MCGRANAHAN Carole, «From Simla to Rongbatsa: The British and the 'Modern' Boundaries of Tibet», *The Tibet Journal*, 28-4, 2003, p. 39-60.
- MEHRA Parshotam, *The McMahon line and after, A Study of the triangular contest on India's North-Eastern Frontier between Britain, China and Tibet, 1904-1947*, McMillan Press, Delhi, 1974.

- MEHRA Parshotam, *The North-Eastern Frontier, A Documentary Study of the Internecine Rivalry between India, Tibet and China*, 1, 1906-1914, Oxford University Press, Delhi, 1979.
- MEI Xinru, *Xikang* (La province du Xikang), Zhengzhong shuju, Nanjing, 1934.
- REN Naiqiang, *Xikang tu jing* (Cartes du Xikang), Nanjiang shuju, Nanjing, 1933.
- RICHARDSON Hugh, *Tibet and its History*, Oxford University Press, Londres, 1962.
- SAMUEL Geoffrey, *Civilized Shamans, Buddhism in Tibetan societies*, Smithsonian Institution Press, Washington, 1993.
- SPERLING Elliot, «The Chinese Venture in K'am, 1904-1911, and the role of Chao Erhfeng», *The Tibet Journal*, 1-2, 1976, p. 10-36.
- STEIN Rolf, «Les serments des traités sino-tibétains 8^e-9^e siècles», *T'oung-pao*, 74, 1988, p. 119-138.
- TEICHMAN Eric, *Travels of a Consular Official in Eastern Tibet : Together with a History of the Relations Between China, Tibet and India*, Cambridge University Press, Cambridge, 1922.
- TSERING Thar, «Nag-ron Mgon-po nam-rgyal : A 19th Century Khams-pa Warrior», dans Aziz Barbara and Kapstein Matthew (éd.), *Soundings in Tibetan Civilization*, Manohar, New Delhi, 1985, p. 196-214.
- VAN SPENGEN Wim, «Frontier History of Southern Kham : Banditry and War in the Multi-ethnic Fringe Lands of Chatring, Mili, and Gyethang, 1890-1940», dans Epstein Lawrence, *Khams pa Histories, visions of people, place and authority*, Brill, Leiden, 2002, p. 7-30.
- WU Fengpei (éd.), *Zhao Erfeng Chuan bian zoudu* (Mémoires au palais et documents rédigés par Zhao Erfeng lorsqu'il était en poste à la frontière du Sichuan), Éditions des nationalités du Sichuan, Chengdu, 1984.

GLOSSAIRE

- Anfusi* 安撫司
bianwu dachen 邊務大臣
Chuan du 川督
chunken lianbing 純壘練兵
duban Chuan Dian bianwu dachen 督辦川滇邊務大臣
Feng Quan 鳳全
Fu Songmu 傅嵩林, *Xikang jiansheng ji* 西康建省記
gaitu guiliu zhangcheng 改土歸流章程
Gansu 甘肅
Gong Yin 龔蔭, *Zhongguo tusi zhidu* 中國土司制度
Guangxi 廣西
Guangxu (règne 1875-1908) 光緒
Han 漢
Kangxi (règne 1662-1723) 康熙
Li Yiren 李亦人, *Xikang zong lan* 西康綜覽
Lu Chuanlin 鹿傳霖
Ma Weiqi 馬維騏
Ming (1368-1644) 明
Mingzheng 明正
Ningjing 寧靜
Ningyuan 寧遠
Pékin (Beijing) 北京
Qing (1644-1911) 清
Qing dai dui da xiao Jinchuan ji Xikang Qinghai yong bing jiyao 清代對大小金川及西康青海用兵紀要
Sheng 省
Sichuan 四川
te qu 特區
tu bai hu 土百戶
tu qian hu 土千戶
tusi 土司
Wu Fengpei 吳豐培
Xi'an 西安
Xikang 西康
Xi Liang 錫良
Xining 西寧
Xinjiang 新疆
Xizang wenti 西藏問題
Xizang yiyue 'an 西藏義約案
xuanwei shi 宣慰使
Yangzi 揚子江
Yongzheng (règne 1723-1736) 雍正
Yuan (1277-1367) 元
Yuan Shikai 袁世凱
Yunnan 雲南
Zhao Erfeng 趙爾豐

Zhao Erfeng Chuan bian zoudu 趙爾豐川邊奏牘

Zhao Erxun 趙爾巽

zhu Zang bangban dachen 駐藏幫辦大臣

Zhuang 莊

Amdo	A mdo
Batang	'Ba' thang
Beri	Be ri
Bum la	Bum lags
Chala	lCags la
Chamdo	Chab mdo
Chang thang	
Chortenkarpo	mChod rten dkar po
Dartsédo	Dar rtse mdo
Dergé	sDe dge
Drango	Dvags kong
Dre'o	Dre'u
Dza'ul	rDza yul
Gartog	sGar thog
Gompo Namgyal	dGon po rNam rgyal
Gromo	Gro mo
Gyaltse	rGyal-rtse
Gyamda	rGya mda'
Hor	Hor
Kandzé	dKar mdzes
Kham	Khams
Khampa	Khams pa
Kangsar	Khang sar
Lhasa	lHa sa
Litang	Li thang
Loka	Lho kha
Machu	rMa chu
Mazur	
Merugang	rMe ru sgang
Ngari	mNga' ris
Nyarong	Nyag rong
Pholhanas	Pho lha nas
Pomé	Po me
<i>rdzong</i>	
<i>rdzong-dpon</i>	
<i>rgyal-po</i>	
<i>sde-ba</i>	
Trisong Detsen	Khri srong lde btsan
Tsang	gTsang
<i>u'lag</i>	
Ü-Tsang	dBus-gTsang

Carte 1 – La région tibétaine du Kham en 1930
D'après Geoffrey Samuel, *Civilized Shamans : Buddhism in Tibetan Societies*,
Smithsonian Institution Press, Washington et Londres, 1993, p. 65. (D.R.)

Carte 2 – Les différentes frontières sino-tibétaines. (D.R.)